



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/24265
12 juillet 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETRE DATEE DU 12 JUILLET 1992, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE
SECURITE PAR LE MINISTRE CROATE DES AFFAIRES ETRANGERES

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une lettre du Président de la République de Croatie, M. Franjo Tudman.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir en faire distribuer le texte comme document du Conseil de sécurité.

Le Ministre

(Signé) M. Zdenko SKRABALO

Annexe

Lettre datée du 12 juillet 1992, adressée au Président du Conseil
de sécurité par le Président de la Croatie

En raison de la dernière vague de réfugiés de Bosnie-Herzégovine qui a commencé à déferler le 11 juillet 1992, la République de Croatie se heurte aujourd'hui à des difficultés insurmontables dans ses efforts pour loger et nourrir ces personnes. Au cours des dernières 24 heures, plus de 20 700 réfugiés ont traversé la frontière croate. Ces réfugiés sont tellement effrayés que beaucoup d'entre eux (même des femmes et des enfants) traversent la Sava à la nage pour chercher refuge du côté croate. Le nombre total des réfugiés donc s'occupe actuellement la République de Croatie dépasse 650 000. Environ 361 500 d'entre eux sont originaires de Bosnie-Herzégovine.

Les agresseurs serbes et monténégrins profitent du fait que l'attention de l'opinion publique mondiale est centrée sur Sarajevo pour intensifier leurs attaques dans toutes les autres régions de Bosnie-Herzégovine et dans une partie de la Croatie. Les événements qui se déroulent le long de la Sava sont particulièrement dramatiques : on assiste à un exode massif de la population musulmane et croate qui traverse la rivière en venant de Bosnie, tandis que des villes croates (tout particulièrement Slavonski Brod) sont détruites par des missiles sol-sol.

C'est avec un profond regret que nous devons déclarer que les efforts déployés jusqu'à présent par la communauté internationale pour stopper l'agression serbe et monténégrine par des moyens politiques et économiques et pour régler pacifiquement cette crise sont restés vains.

Nous estimons donc que l'ultime solution serait une intervention militaire rapide et énergique de forces internationales. Chaque jour de retard se traduit par des centaines de nouvelles pertes en vies humaines (de civils et d'enfants surtout) et des milliers de personnes déplacées expulsées de leurs foyers. Chaque journée supplémentaire de destruction et de dévastation réduit nos espoirs de trouver un règlement durable des hostilités dans cette partie du monde.

Nous proposons donc que le Conseil de sécurité se réunisse immédiatement pour approuver une intervention militaire - qui serait la seule façon de donner à cette partie de l'Europe une chance de retrouver une vie normale.

Nous vous serions profondément reconnaissant d'apporter votre appui personnel à notre proposition.

Le Président

(Signé) Franjo TUDMAN
